

Lettre ouverte de députés européens

Pesticides interdits : des actions concrètes sont urgentes

Bruxelles, 6 décembre 2021

La Commission européenne a promis de mettre un terme aux exportations de pesticides interdits par l'Union européenne. Près d'un an après cette annonce, nous, députés du Parlement européen, sommes préoccupés par la lenteur de la Commission à agir sur la pratique honteuse des doubles standards en matière de pesticides dangereux.

La nouvelle enquête des ONG Public Eye et Uearthed révèle que les autorités européennes ont donné le feu vert aux demandes d'exportation de près de 3900 tonnes de néonicotinoïdes, en grande partie vers des pays qui sont des zones cruciales pour la biodiversité. Ce tonnage impressionnant couvre une courte période du 1er septembre au 31 décembre 2020, au moment même où nous étions 70 députés européens et 70 ONG à demander l'interdiction de l'exportation de pesticides interdits dans l'UE et l'arrêt de l'importation de produits agricoles fabriqués avec ces mêmes produits toxiques.

Dans sa réponse, la Commission a reconnu son engagement international, dans le cadre de la stratégie sur les produits chimiques pour le développement durable, à veiller à ce que les produits chimiques dangereux interdits dans l'UE, y compris les pesticides, ne soient pas produits pour l'exportation. La Commission européenne devrait présenter une proposition législative en 2023.

2023 est bien trop tard

En France, la loi sur l'alimentation prévoit l'interdiction de la production, du stockage et de la circulation des produits phytosanitaires contenant des substances actives non autorisées dans l'UE. Cette interdiction entrera en vigueur en janvier 2022. L'Europe ne peut plus trainer sur cette question. Les entreprises européennes continuent de tirer profit de l'exportation de pesticides connus pour être trop dangereux pour la santé humaine et l'environnement vers de nombreux pays tiers, dont un grand nombre nous exportent des denrées alimentaires produites avec ces produits chimiques. La semaine dernière, nous avons appris que l'UE continue de produire et d'exporter massivement trois insecticides (imidaclopride, thiaméthoxame et clothianidine), considérés comme des "tueurs d'abeilles" et une menace sérieuse pour la biodiversité. Ces néonicotinoïdes sont interdits depuis 2018, mais une quinzaine de pays accordent encore des dérogations temporaires, notamment aux producteurs de betteraves sucrières.

Cette pratique est un crime

L'exportation de pesticides hautement toxiques est une question importante pour la sécurité alimentaire, la santé publique et la protection de l'environnement. Dans le rapport d'initiative sur la stratégie "de la ferme à la fourchette", nous avons salué "l'engagement de la Commission à promouvoir l'élimination progressive, au niveau mondial, des pesticides qui ne sont plus autorisés dans l'UE et à veiller à ce que les pesticides dangereux dont l'utilisation est interdite dans l'UE [...] ne soient pas exportés en dehors de l'Union". Le

rapport souligne également que "les produits agroalimentaires provenant de pays tiers doivent être soumis aux mêmes exigences, y compris la tolérance zéro pour les résidus de substances répondant aux critères de coupure". Début septembre, la Commission européenne a annoncé son intention de supprimer les tolérances d'importation de deux insecticides néonicotinoïdes (clothianidine et thiaméthoxame), dont l'utilisation n'est plus autorisée dans l'UE, dans les produits alimentaires importés.

Ces engagements sont opportuns, mais nous attendons maintenant des actions concrètes et nous veillerons à ce qu'elles soient ambitieuses et prises rapidement.

Signée et approuvée par les députés suivants du Parlement européen :

Michèle Rivasi (Verts/ALE)

Eric Andrieu (S&D)

Pascal Arimont (EPP)

François Alfonsi (Verts/ALE)

Manon Aubry (The Left)

Magret Auken (Verts/ALE)

Benoit Biteau (Verts/ALE)

Malin Bjork (The Left)

Manuel Bompard (The Left)

Milan Brglez (S&D)

Saskia Bricmont (Verts/ALE)

Martin Buschmann (NI)

Damien Carême (Verts/ALE)

Anna Cavazzini (Verts/ALE)

Leila Chaibi (The Left)

Antoni Comin (NI)

David Cormand (Verts/ALE)

Ignazio Corrao (Verts/ALE)

Rosa D'Amato (Verts/ALE)

Jakop Dalunde (Verts/ALE)

Gwendoline Delbos-Corfield (Verts/ALE)

Karima Delli (Verts/ALE)

Eleonora Evi (Verts/ALE)

Sven Giegold (Verts/ALE)

Raphael Glucksmann (S&D)

Claude Gruffat (Verts/ALE)
Sylvie Guillaume (S&D)
Martin Hausling (Verts/ALE)
Heidi Hautala (Verts/ALE)
Anja Hazekamp (The Left)
Pierette Herzberger-Fofana (Verts/ALE)
Martin Hojsík (Renew)
Pär Holmgren (Verts/ALE)
Yannick Jadot (Verts/ALE)
Alice Kuhnke (Verts/ALE)
Aurore Lalucq (S&D)
Sara Matthieu (Verts/ALE)
Nora Mebarek (S&D)
Karen Melchior (Renew)
Tilly Metz (Verts/ALE)
Javier Nart (Renew)
Maria Noichl (S&D)
Dimitrios Papadimoulis (The Left)
Piernicola Pedicini (Verts/ALE)
Anne-Sophie Pelletier (Verts/ALE)
Kira Peter-Hansen (Verts/ALE)
Manuela Ripa (Verts/ALE)
Caroline Roose (Verts/ALE)
Mounir Satouri (Verts/ALE)
Günther Sidl (S&D)
Michal Simecka (Renew)
Jordi Solé (Verts/ALE)
Irène Tolleret (Renew)
Marie Toussaint (Verts/ALE)
Ivan Vilibor Sincic (NI)
Nikolaj Villumsen (The Left)
Thomas Waitz (Verts/ALE)
Sarah Wiener (Verts/ALE)

Salima Yenbou (Verts/ALE)